

506100
Palat. XLIV 1825

PROJET
D'UNE
CONVENTION
POUR
L'ÉCHANGE
DES
PRISONNIERS DE GUERRE
DE TOUTES LES
NATIONS BELLIGERENTES,
PRESENTÉE PAR LE COMMISSAIRE ANGLAIS AU
COMMISSAIRE FRANCAIS

Le 23 Sept. 1810.

Dicta Tyranno
Haud placitura refer.—ÆN. xii.

À LONDRES:

De l'Imprimerie de C. Roworth, Bell-yard, Temple-bar.

SE VEND CHEZ JOHN MURRAY, 32, FLEET-STREET.

1810.



55

4

52

6109



PROJET, &c.



LE Moniteur, fidele au système d'imposture qui le caractérise, a osé avancer que la négociation qui a eu lieu dernièrement pour l'échange des prisonniers de guerre, a échoué parceque la Grande-Bretagne n'a pas voulu consentir à échanger les prisonniers Français qu'elle avait en son pouvoir " homme pour homme et grade pour grade" contre ses propres sujets et ceux de ses alliés, Espagnols, Portugais, etc. qui sont dans les mains de la France.

La maniere la plus simple et la plus directe de contredire cet impudent mensonge, est de publier littéralement le dernier Projet de Convention pour un échange de prisonniers tel qu'il fut remis par le gouvernement Britannique pour l'acceptation de la France, mais auquel le gouvernement Français a eu l'inhumanité de se refuser, et qu'il a aujourd'hui l'effronterie de présenter sous un faux jour.

On ne s'attend pas que cette révélation d'une fausseté évidente ait aucun effet sur les écrivains du Moniteur: mais on se flatte avec raison qu'elle convaincra toutes les âmes sensibles

en

en Europe, de la générosité, de la sincérité, et de la candeur de la nation Britannique, lorsqu'on verra qu'elle offrait des conditions aussi peu restreintes à ses propres intérêts individuels, si particulièrement avantageuses à la France, et si généralement favorables aux intérêts de l'Europe et de l'humanité.

Projet d'une Convention pour l'Echange des Prisonniers de Guerre, présentée par M. Mackenzie à M. de Moustier, le 23 Septembre, 1810.

ART. Ier. *Tous les Anglais, tous les Espagnols, Portugais, Siciliens, Hanovriens, et autres sujets de, ou au service de la Grande-Bretagne, ou des puissances en alliance avec elle, qui sont maintenant prisonniers de guerre en France, en Italie, à Naples, en Hollande, ou dans tout autre pays en alliance avec, ou dépendant de la France, seront libérés sans exception.*

ART. II. *Tous les Français, Italiens, et autres personnes sujettes de, ou au service de France et d'Italie, tous les Hollandais et Napolitains, et tous autres, sujets, ou au service des puissances alliées de la France, qui sont maintenant prisonniers de guerre dans la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Sicile, le Portugal, le Brésil, ou dans tout autre pays en alliance avec la Grande-Bretagne, ou occupé par des troupes Britanniques, seront libérés sans exception.*

ART. III. Il est entendu qu'en conséquence des deux articles

articles précédents, tous les prisonniers de guerre, appartenant à la Grande-Bretagne et à ses alliés, et à la France et à ses alliés respectivement, faits lors de, ou antérieurement à la signature de la présente Convention; seront relâchés de la manière qui sera réglée ci-après par rapport à chaque pays respectivement.

ART. IV. L'exécution des articles ci-dessus aura lieu de la manière suivante:—

Section 1re. Tous les prisonniers Britanniques, de quel rang et qualité qu'ils soient, qui sont détenus en France et en Italie, et dans les dépendances de la France et de l'Italie, seront libérés; l'échange devra commencer immédiatement après la signature de cette Convention, en envoyant à Deal ou à Portsmouth, ou à tout autre port d'Angleterre dans la Manche dont on sera convenu, ou en remettant aux commissaires Britanniques, qui seront nommés pour les recevoir, 1000 prisonniers Britanniques pour 1000 Français, qui seront relâchés par le gouvernement Britannique de la manière stipulée ci-après.

Section 2. Tous les prisonniers Français de tout rang et qualité, maintenant détenus dans la Grande-Bretagne ou dans les possessions Britanniques, seront libérés. L'échange commencera immédiatement après la signature de cette Convention, et se fera en envoyant successivement à Morlaix ou dans tout autre port Français de la Manche dont il pourra être convenu, ou en délivrant aux commissaires Français, 1000 prisonniers Français pour 1000 prisonniers Anglais, à fur et mesure que le gouvernement Français relâchera ces derniers.

Section 3e. Ces remises successives et mutuelles continueront jusqu'à ce que tous les prisonniers Britanniques en France, en Italie, ou dans leurs dépendances, aient été libérés.

Section 4e. La Grande-Bretagne s'engage aussi à relâcher,

lâcher, en outre et en sus du nombre échangé contre des prisonniers Britanniques remis en conséquence de l'arrangement ci-dessus, 3000 prisonniers Français en compensation de 3000 Hanovriens, formant le plus grand nombre de ceux compris dans la capitulation du Comte Walmoden, qui sont, ou peuvent être, ou peuvent avoir été au service de la Grande-Bretagne : ce nombre de 3000 étant en outre et en sus du nombre de 1905 qui doivent aussi être mis en liberté sans condition, à cause de la garnison de Santo Domingo, ainsi qu'il avait été convenu antérieurement.

Section 5e. La valeur numérique à laquelle des individus de rang et de qualité supérieurs seront fixés, afin de compléter le nombre de mille à échanger ainsi, sera comptée, par rapport aux personnes militaires, suivant le tarif de la convention de 1798, et par rapport aux personnes détenues en France en 1803, suivant l'échelle qui suit, savoir :

Le Comte de Beverley sera échangé pour un officier-général du plus haut rang des prisonniers maintenant en Angleterre.

Fils de Pairs et Conseillers Privés comme égaux en rang aux colonels ou à des capitaines de vaisseaux de guerre.

Baronets et chevaliers comme officiers majors et commandants de bâtimens de guerre.

Gentilshommes n'ayant aucun rang, comme capitaines dans l'armée ou lieutenants de vaisseaux de guerre.

Bourgeois, comme bas officiers ;

Domestiques et tous autres détenus, comme soldats et matelots.

On aura néanmoins recours au principe de compléter les nombres en mettant une valeur numérique au rang, seulement dans le cas où il manquerait d'individus susceptibles d'être échangés rang pour rang l'un contre l'autre.

Section 6e. Lorsque tous les prisonniers Britanniques
détenus

détenus en France, en Italie, et dans leurs dépendances, auront été échangés pour un nombre égal (qui sera réglé et fixé sur le principe établi dans la section précédente de cet article) de prisonniers Français détenus en Angleterre et dans ses possessions, la balance des prisonniers Français qui pourront rester dans les mains de la Grande-Bretagne, *seront relâchés sans délai et envoyés en France, en échange d'un nombre égal de prisonniers de guerre Espagnols*, lesquels seront envoyés à tels ports ou à telles villes d'Espagne qui seront convenus, de la manière suivante :

Section 7e. Les prisonniers Français composant ladite balance, seront envoyés en France, par des libérations successives de 1000 hommes ; et aussi tôt, et dans la proportion où ils seront relâchés, la France enverra en Espagne un nombre correspondant de prisonniers Espagnols, sur le nombre de ceux qui restent entre ses mains. La Grande-Bretagne s'engage à envoyer en France le *premier* mille, et lorsqu'on aura reçu avis qu'il aura été remis pour ce compte un nombre égal d'Espagnols dans les ports ou villes d'Espagne convenus, il sera envoyé de nouveau en France un autre millier de prisonniers, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la totalité soit libéré.

Section 8e. En même temps et tandis que l'échange ci-dessus continuera entre la Grande-Bretagne et la France, sur les comptes ci-dessus, respectivement ; tous les prisonniers de guerre Français en Espagne et dans ses dépendances, et tous les prisonniers de guerre Espagnols en France, ou en Espagne, ou dans les pays dépendants de la France, seront relâchés mutuellement par un échange qui sera fait, soit entre les généraux Français et Espagnols, soit en envoyant par mer à Toulon, ou à Rochefort, ou dans tout autre port qui pourra être convenu, les Français détenus en Espagne.

Section 9e. La libération des Espagnols prisonniers de guerre

guerre en France, s'effectuera en envoyant soit successivement à Cadix, à Valence, ou tout autre port Espagnol dont on pourra convenir, 1000 ou 500 Espagnols contre 1000 ou 500 Français, aussitôt, ou en proportion de la libération des derniers. Bien entendu que par les mots, " prisonniers de guerre," par rapport aux Espagnols et aux Français respectivement, on n'entend absolument comprendre que des individus qui auront été pris des deux côtés les armes à la main.

Section 10e. Ces remises successives et mutuelles continueront jusqu'à ce que *tous les prisonniers de guerre Français en Espagne, et tous les prisonniers de guerre Espagnols en France, aient été relâchés.*

Section 11e. La valeur numérique à laquelle des individus d'un rang et d'une qualité supérieure seront fixés, afin de remplir le nombre de 1000 ou 500 à échanger ainsi entre l'Espagne et la France, sera calculée suivant l'échelle proportionnelle de la convention de 1798, ainsi qu'elle est rapportée dans la Section 5e, ou sur tout autre principe dont les gouvernements Français et Espagnols pourront convenir par la suite.

Section 12e. Lorsque ces divers échanges respectifs auront eu lieu, quelque excédent de prisonniers de guerre faits lors de, ou avant la signature de la présente Convention, qui puisse rester dans les mains des belligérents, ils seront *relâchés immédiatement* (mais sur leur parole de ne pas servir jusqu'à ce qu'ils ne soient régulièrement échangés), et ils seront envoyés dans le pays auquel ils pourront appartenir, de la manière et soumis aux mêmes réglemens pour leur transport, qu'il aura été pratiqué pour les échanges mutuels, de sorte qu'après que cette Convention aura été exécutée, *il ne reste aucun prisonnier de guerre dans les mains de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de la France, ou dans celles de leurs alliés et dans leurs dépendances et possessions.*

Section

Section 13e. Tous les Portugais et Siciliens, prisonniers en France, ou dans les pays alliés ou dépendants de la France, et tous les prisonniers appartenant à la France et à ses alliés qui seront dans les mains des Portugais et des Siciliens, seront *relâchés* mutuellement de la même manière et aux mêmes conditions qui ont été stipulées ci-dessus par rapport aux Français et aux Espagnols, avec telles modifications seulement que les circonstances et la situation particulière de ces pays pourront réquerir.

ART. V.—La priorité et l'ordre de libération des différentes personnes à échanger d'après la présente Convention, seront réglés suivant la priorité et l'ordre de leurs captures et détentions respectives, si ce n'est que pas plus qu'un quart de quelque nombre que ce soit d'Anglais à relâcher à la fois, consistera en personnes détenues en France depuis 1803.

ART. VI.—Les Gouvernements Britanniques et Français se chargent de communiquer à leurs alliés respectifs, les termes de cette Convention, et d'employer leur influence pour les engager à y accéder.

ART. VII.—Il sera nommé un commissaire Britannique et un commissaire Français pour résider, le premier à Paris le dernier à Londres, afin de surveiller les détails et l'exécution de cette Convention.

ART. VIII.—Il sera fait, aussitôt que possible, une Convention séparée entre la Grande-Bretagne et la France, à l'effet de régler l'échange des prisonniers de guerre qui pourront être faits, par la suite, des deux côtés, afin d'alléger, autant que la chose est praticable, les maux et les malheurs qu'entraîne l'état de guerre.

On

On peut ajouter à ceci la copie suivante de la lettre imprimée que le Gouvernement Britannique a ordonné aux Commissaires du Bureau des Transports d'envoyer en réponse à toutes les demandes faites pour la libération d'officiers prisonniers de guerre Français en Angleterre, et qui prouve que, quoique la négociation ait été rompue, le Gouvernement Britannique veut bien encore se prêter à alléger la misère individuelle, autant qu'il lui est possible, et d'échanger même en ce moment, sur le principe d'homme pour homme et de grade pour grade, ceux des prisonniers Français qui pourront obtenir le consentement de leur gouvernement pour leur libération.

Bureau des Transports, à Londres.

MONSIEUR,

LES COMMISSAIRES de sa Majesté chargés du Service des Transports, et du Soins et de la Garde des Prisonniers de Guerre, ont reçu votre Lettre du , et me chargent de vous faire savoir, que la Détermination du Gouvernement est, de ne plus renvoyer d'Officiers Français dans leur Patrie, jusqu'à ce que le Gouvernement Français ait accordé la liberté à quelques Officiers Anglais, en échange du grand nombre d'Officiers Français qui ont obtenu cette faveur du Gouvernement Britannique ; ou qu'il ait consenti à un Cartel d'échange, sur le principe loyal d'Homme pour Homme, et de Grade pour Grade, conformément à l'usage constant des nations civilisées, ainsi que les Commissaires de sa Majesté l'ont fréquemment proposé, quoique leurs Efforts pour accélérer un Echange aient toujours été infructueux.

Je

Je dois, cependant, vous prévenir, que, si le Gouvernement Français veut renvoyer en Angleterre un Officier de votre Grade, pour l'échanger contre vous, ou, même, certifier officiellement, aux Commissaires de sa Majesté Britannique, qu'aussitôt votre Arrivée en France, un Prisonnier Anglais de votre Grade sera mis en Liberté, vous obtiendrez sur le champ la vôtre.

Vous devez voir que, dans l'état actuel des Affaires, votre Gouvernement seul est cause de votre détention dans ce Pays ; mais, si vous jugez à propos de faire quelques réclamations près de lui, vous pouvez être sûr, qu'on les lui fera parvenir fidèlement.

Je suis,

MONSIEUR,

Votre très-humble et très-obéissant Serviteur,

Signé, ————— SECRETAIRE.

A qui donc, Français, Espagnols, Portugais, à qui donc, malheureux prisonniers de toute nation, peut-on dorénavant attribuer l'état de misère ou vous vous trouvez, à ceux qui ont proposé un cartel si juste, si genereux, qui aurait effectué votre libération sans délai & sans exception ? Ou bien à celui qui n'étant ni Espagnol ni Français, mais le fléau de la France, de l'Espagne, & de l'Europe entière, se plaît à faire connaître son pouvoir par le malheur dont il veut remplir l'univers, & qui ne vit pas plus pour son ambition et sa propre grandeur, que pour le malheur d'autrui & pour le chatiment du genre humain ?

